

FRANCE-ALGÉRIE : L'HÉRITAGE COLONIAL

Entretien avec Tahar KHALFOUNE et Benjamin STORA

Le rapport rédigé par l'historien Benjamin Stora, rendu public le 20 janvier 2021, à propos des questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie, répond à une mission que lui a confiée le président de la République. Lors d'une conversation avec Tahar Khalfoune, l'historien et le juriste reviennent sur la réception de ce rapport en France et en Algérie, ainsi que sur les controverses que suscitent ces questions mémorielles. Ils proposent enfin une analyse sur la manière dont cet héritage colonial et cette culture de guerre structurent de part et d'autre l'imaginaire national.

Quelles furent les réceptions du rapport Stora¹ en France et en Algérie ?

■ **Tahar Khalfoune** : Ce rapport dresse un état des lieux assez précis, sans être exhaustif, des rapports entre la France et l'Algérie à partir des questions litigieuses portant sur les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie. En plus du travail de réflexion et d'inventaire, il présente plus d'une vingtaine de préconisations (archives, tortures, essais nucléaires, harkis, disparus de la guerre d'Algérie, musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, création d'une commission franco-algérienne d'historiens, constitution d'une commission « Mémoires et vérité », etc.) susceptibles de nourrir la réflexion et d'éclairer les décisions qui pourront être prises par les pouvoirs publics.

1. B. Stora, *France-Algérie. Les passions douloureuses*, Albin Michel, 2021.

Il est heureux en l'occurrence que la recherche historique instruit et éclaire les politiques, car là où les politiques décident et les historiens suivent, l'effet peut être contreproductif, d'autant que le pouvoir politique tend non seulement à instrumentaliser l'Histoire, mais il est souvent en retard sur les acquis de la connaissance historique. Il n'appartient pas à l'État de dire la vérité en Histoire. Rendons donc grâce à ce travail qui a permis d'ouvrir le débat sur ces questions brûlantes pouvant faire évoluer la société française et dépasser les conservatismes, si le rapport et ses recommandations bénéficient de l'attention et de l'intérêt qu'ils méritent.

Le rapport a suscité de nombreuses réactions aussi bien en France qu'en Algérie. La presse algérienne lui a consacré plusieurs dizaines d'articles : le quotidien *L'Expression* a publié, à lui seul, pas moins d'une soixantaine d'entretiens et d'articles, sans compter les papiers parus dans d'autres journaux comme *El Watan*, *Liberté*, *Le Matin d'Algérie*, *Le quotidien d'Oran...* y compris la presse arabophone. Les réactions sont si abondantes qu'il est difficile de les synthétiser, ce qui témoigne à l'évidence de l'intérêt du rapport. Certaines sont ouvertement critiques, notamment celles exprimées par des officiels algériens qui lui reprochent *grosso modo* d'avoir omis de préconiser des excuses pour les crimes coloniaux. L'historien est conscient de la complexité de la mission qui lui a été confiée et des réactions enflammées que son travail est susceptible de soulever, tant en France qu'en Algérie. D'autres réactions lui sont au contraire favorables émanant d'historiens et d'universitaires qui ont salué la qualité du travail accompli.

■ **Benjamin Stora** : Les réactions au rapport relèvent de ce que l'on pouvait attendre. D'un côté se trouvent ceux qui disent qu'on ne peut pas toucher à cette histoire parce que, sinon, le risque se présente de raviver les plaies : il faut faire attention à ne pas en rajouter pour ne pas ajouter de la souffrance à la souffrance. C'est un discours qu'on entend en France depuis très longtemps autour de l'histoire coloniale en général, et de l'Algérie en particulier. Cela aboutit au fait qu'on ne fait rien... Ce fut une position dominante en France pratiquement depuis l'indépendance de l'Algérie, en 1962, jusqu'à la fin de la présidence de François Mitterrand, en 1995. Il a fallu attendre l'arrivée de Jacques Chirac pour que l'on puisse regarder en face cette histoire. De l'autre côté, se rencontrent ceux qui disent qu'il faut dénoncer en permanence l'histoire coloniale et en faire le facteur unique d'expli-

cation des problèmes. Cette tendance vise à entretenir une guerre sans fin des mémoires et une attitude de ressentiment impossible à surmonter. En fin de compte, ces deux positions diamétralement opposées se rejoignent car elles constituent des prétextes idéologiques pour ne rien faire.

Mais il y a eu aussi quelques surprises. En recevant une cinquantaine de personnes, j'ai pu constater l'hétérogénéité, voire l'éclatement en France des groupes porteurs de la mémoire de la guerre d'Algérie : militaires, pieds-noirs, immigrés et leurs enfants, harkis. Il n'y a pas de vision unique au sein de chacun de ces groupes. Parmi les pieds-noirs, certains cherchent à magnifier l'œuvre coloniale tandis que d'autres veulent avancer et dépasser cette vision. On observe la même chose chez les anciens combattants d'Algérie ou parmi les harkis. Il y a ceux qui proposent d'avancer tandis que d'autres énoncent des préalables en posant des conditions *a priori*.

Du côté algérien, on trouve aussi des réactions attendues, en particulier venant du pouvoir politique. Il fixe comme préalable la repentance : pas de discussion possible sans que la partie adverse ne propose des excuses. Ce fut la position dominante. L'étonnant pour moi fut que cette position s'est exprimée non pas directement mais à travers des organisations satellites. La position officielle du Président algérien n'a jamais été nette. Il n'a jamais dit explicitement qu'il rejetait le rapport. S'agit-il de postures politiciennes ?

■ **T. Kh.** : La publication de ce rapport devait être suivie de celui d'Abdelmadjid Chikhi, directeur des archives nationales et conseiller du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, qui l'a chargé d'accomplir une mission parallèle à celle de Benjamin Stora. Ce document est d'autant plus attendu de part et d'autre, notamment par la critique, que l'initiative d'un travail mémoriel algéro-français est prise d'un commun accord par les deux chefs d'État. La publication du rapport que devait élaborer Chikhi aurait permis de connaître la réflexion, l'approche et les propositions du côté algérien sur les questions mémorielles et l'histoire coloniale. Six mois plus tard, ce rapport fait cruellement défaut, il est toujours attendu pour connaître précisément les demandes et préconisations de l'État algérien afin qu'elles soient soumises à l'analyse et à la comparaison. Bien que la maîtrise des savoirs historiques sur la colonisation dans les deux pays soit déséquilibrée, le problème est irréductible à cet aspect, il tient notamment à la personne-res-

source, si le mot peut être employé ici sans malentendu, que le chef de l'État a sollicitée pour élaborer le pendant du rapport Stora, soit le directeur des archives qui a verrouillé ces archives. Or il existe bien des historiens et chercheurs talentueux dans les différentes universités algériennes tout à fait capables de produire des rapports et mémoires de qualité sur l'histoire et la mémoire de la colonisation.

À défaut du rapport Chikhi, il est difficile de connaître le sens exact que l'État algérien entend donner à cet exercice mémoriel. Mais, à s'en tenir aux réactions de certains responsables politiques et au premier rang desquelles celle du chef de l'État, tout porte à penser en effet qu'ils attendent de ce travail avant tout des excuses officielles de la France.

Le président Emmanuel Macron – parce qu'il est né, contrairement à ses prédécesseurs, après la guerre d'Algérie – ne semble pas être bloqué par le passé colonial de la France en Algérie, si bien qu'il n'a pas hésité à qualifier les crimes de la colonisation de crimes contre l'humanité, même s'il n'est plus revenu sur cette qualification par la suite. Pour lui, ce travail mémoriel vise à solder les contentieux liés à l'histoire de la colonisation, mal assumée et mal enseignée, et aux mémoires blessées et pléthoriques qu'elle charrie, et qui continuent d'empoisonner les relations franco-algériennes. Autrement dit, il s'agit d'apaiser et de rapprocher les deux peuples.

Quels sont les points de controverses ?

■ **B. St.** : Le grand point de divergence, ce sont les imaginaires qui ne sont pas du tout les mêmes. En France, il est très difficile d'aborder ce débat car l'identité nationale française s'est en grande partie construite sur l'empire colonial. C'est une dimension centrale de l'imaginaire français. Ce que l'on a appelé la « plus grande France », c'était l'empire au centre duquel se trouvait l'Algérie, un territoire gigantesque puisque sa superficie, avec le Sahara, représente cinq fois la France. Il faut rappeler que l'Algérie n'était pas une colonie, mais trois départements français. Quitter ce territoire représentait une amputation du territoire national et occasionnait une crise profonde. Cette crise a pu être surmontée grâce à la magie du verbe du général de Gaulle qui a réussi à faire passer de l'histoire de la décolonisation au projet de construction de l'Europe. Mais la question ne s'est jamais refermée. Même les républicains français, y compris à gauche, ont

construit leur imaginaire sur la mission civilisatrice de la France. Il était extrêmement difficile de penser une nation algérienne séparée de la nation française. Il a fallu des hommes courageux pour aller à contre-courant.

En Algérie, l'histoire s'écrit en opposition à cette histoire française, en réaction contre elle, afin de reconquérir son identité, en particulier son nom. La question du nom est cruciale. Un point de mon rapport, que pratiquement personne n'a relevé, est la question de la perte du nom propre. À certains égards, on ne peut pas faire pire que cela. Des personnes, qualifiées de « SNP » (« sans nom patronymique »), ont été privées de nom. Ces gens perdaient jusqu'à leur propre identité. Dans les années 1980-1990, il m'est arrivé de rencontrer des enfants de ces SNP. Il est dommage que cette question soit encore ignorée. On parle plus volontiers des violences, des massacres, mais l'un des problèmes de la colonisation est la question de la « hiérarchisation raciale » qui en est le fond. Il y a bien sûr la dépossession foncière, la conquête coloniale, mais le rapport à l'identité de la personne est décisif.

Pour avancer sur ces questions mémorielles, il faut restituer les faits historiques. Cette histoire ne doit pas démarrer au début de la guerre d'Algérie, mais doit remonter à la conquête coloniale, à partir de 1830. Sinon, si on commence par la fin, par l'histoire violente, on n'y comprend rien. La sauvagerie de la guerre doit être restituée dans une généalogie historique. Rappelons-nous que la conquête de l'Algérie a duré cinquante ans, ce qui n'est pas rien. Cela représente cinq fois plus que la guerre d'Algérie. Il faut donc entrer dans la pluralité de l'histoire d'une société qui a existé dans les interstices de la colonisation. Mentionnons les travaux de l'historien français Gilbert Meynier (1942-2017), l'un des plus grands historiens français de cette période. Il a été l'un des premiers à écrire sur l'émir Khaled² (1875-1936), un officier de l'armée française porteur d'une idée nationale en son temps.

Du côté algérien aussi, l'histoire officielle, celle qui est enseignée dans les écoles, ne commence qu'avec la guerre, c'est-à-dire au 1^{er} novembre 1954. Alors qu'on devrait la faire commencer par l'émergence progressive d'un nationalisme algérien qui va prendre du temps, à travers le patriotisme rural, le nationalisme urbain, la fabrication

2. Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier, *L'émir Khaled, premier za'im ?* Identité algérienne et colonialisme français, L'Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 2000.

des élites politiques, sans oublier le rôle de l'émigration ouvrière en France. Il faut transcender la guerre d'Algérie pour aller aux origines, à la généalogie, à la transmission de ce qui la précède.

■ **T. Kh. :** Il faut en effet commencer par le commencement ! Je surprends mes étudiants quand je leur apprends que l'Algérie était française dès 1848, c'est-à-dire avant le comté de Nice et le duché de Savoie ! J'ai pu constater aussi que, dans la question de l'empire colonial, le rapport à l'Algérie est très particulier du fait de liens très profonds, différents de la Tunisie, du Maroc, *a fortiori* de l'Indochine, etc. La proximité méditerranéenne joue un rôle, car de nombreuses traditions sont communes aux deux rives de la mer.

Dès 1947, c'est-à-dire au moment où, du fait de l'indépendance de l'Inde, l'empire colonial britannique commençait à se fracturer, l'élite intellectuelle française était outillée pour comprendre que le phénomène de la décolonisation était inévitable et que l'Algérie serait touchée un jour ou l'autre. On peut mentionner le général Raymond Duval (1894-1955), chargé de réprimer l'insurrection de Sétif, en mai 1945. Dès cette date, il reconnaissait la gravité de la situation. Il disait : « Je vous ai donné la paix pour dix ans, si la France ne fait rien, tout recommencera en pire et probablement de façon irrémédiable. » On ne l'a pas écouté, pas plus que les figures politiques modérées comme Ferhat Abbas (1899-1985). Les tentatives de négociations, en particulier avec Alain Savary (1918-1988), ont échoué. L'avion qui transportait les chefs nationalistes a été arraisonné, ce qui a provoqué la démission d'Alain Savary et de Pierre Mendès France. Plusieurs signaux montraient la voie, avant d'atteindre le point de non-retour.

Les plaies ouvertes par la colonisation et la guerre de décolonisation sont si profondes de part et d'autre qu'elles ne sont pas encore refermées près de six décennies après l'indépendance de l'Algérie. Qui plus est, la mémoire en l'occurrence se conjugue au pluriel, les mémoires tant en France qu'en Algérie sont fragmentées et, partant, le travail en vue de les rapprocher au sein de chaque pays, puis entre les deux pays, est difficile à mettre en œuvre. D'où la difficile quête de leur réconciliation. Et il est peu probable que ce contentieux mémoriel puisse trouver un début de solution à court terme, car une entente et une amélioration des rapports entre les deux pays sur le passé colonial et les questions mémorielles risquent non seulement d'être dénoncées aussitôt en France par le *lobby* nostalgique de l'Algérie française et par

des courants politiques et idéologiques traditionnellement hostiles au sein même du régime et quelques courants islamistes en Algérie, qualifiant tous ceux qui tentent un rapprochement avec la France de « *hizb frança* », mais revient surtout à priver les dirigeants algériens de l'une de leurs principales rentes, c'est-à-dire la rente mémorielle. En plus de la ressource pétro-gazière et de la rente idéologique arabo-islamique, en décalage avec l'arabité et l'islamité profondes de l'Algérie, vécues par la majorité des Algériens comme des sources d'élévation intellectuelle et spirituelle, la rente mémorielle, à l'instar des deux premières, a permis au régime et à son personnel politique de tisser depuis soixante ans de solides clientèles (FLN [Front de libération nationale], organisations des moudjahids, des fils de chahids, etc.) qui sont leurs plus fidèles soutiens. Se priver de ces précieux appuis revient tout simplement à se tirer une balle dans le pied.

Les relations franco-algériennes et les mémoires liées à la colonisation et à la guerre d'Algérie sont encore empreintes d'une forte charge passionnelle, malgré le temps écoulé. Elles pèchent par un manque de sérénité, ce qui ne favorise pas des approches et des regards apaisés. Seul le temps long est en mesure de panser des blessures aussi traumatisantes. Les sociétés peuvent survivre d'autant plus à leurs traumatismes si elles tirent des enseignements plus de leur histoire que de leurs mémoires subjectives et sélectives, alors que l'Histoire aide à mieux comprendre ce passé et à mieux se construire, d'où la nécessité de la transmettre aux élèves. Enfin, par de petites mesures symboliques, comme le suggère le rapport, les blessures peuvent être atténuées, sans qu'elles disparaissent totalement.

■ **B. St.** : Je n'ai pas cherché à trouver des mots magiques, comme « repentance », qui terminent le discours. Mon objectif était plutôt de commencer une histoire, de démarrer une période nouvelle, qui passerait de la sphère académique à la société réelle. Du point de vue académique, il existe déjà des centaines d'études publiées, que ce soit du côté français ou du côté algérien. Il existe un grand nombre d'ouvrages de dénonciation ou d'explication. Tirons profit du savoir accumulé pour avancer pratiquement. C'est une question de méthode, un exercice de travaux pratiques, en quelque sorte. Cela consiste à prendre des exemples très concrets. Par exemple, j'aborde la question des disparitions à travers la figure d'Ali Boumendjel (1919-1957), un nationaliste enlevé puis assassiné. Ses petits-enfants ont été reçus le

2 mars 2021 par le président Macron (comme cela avait été le cas pour ceux de Maurice Audin [1932-1957], un geste qui, notons-le, avait été mal reçu dans certains milieux). Ce sont des gestes qui s'inscrivent dans l'Histoire, parce qu'il s'agit de quelque chose de pratique.

J'ai fait un certain nombre de propositions concrètes, par exemple au sujet des archives (les ouvrir, les restituer, comment, pourquoi ?), la question des disparus, celle des essais nucléaires... C'est une démarche qui se veut non pas révolutionnaire, mais réformiste. Beaucoup de choses ont été dites dans le champ de la dénonciation, par Aimé Césaire ou Frantz Fanon. Ma démarche est plus modeste. Prenons les faits et essayons de les traiter.

On en revient à la question centrale de l'éducation. Pour avancer, il faut connaître l'histoire des autres : que les Français connaissent l'histoire des Algériens, et vice versa. En particulier, il faut rappeler qu'il n'y a pas eu que des Français colonialistes. Certains s'y sont opposés. Il faut que les Français connaissent les figures algériennes comme Messali Hadj (1898-1974) et Ferhat Abbas (1899-1985). J'ai une préconisation particulière pour l'émir Abdelkader (1808-1883). Il a combattu la France mais, ensuite, il a protégé les chrétiens en Syrie. Il a ouvert des discussions avec les milieux soufis. Il faut se rappeler que c'était un grand mystique, dont un des grands mérites est d'avoir voulu séparer le politique du religieux. Il faudrait aussi qu'il soit connu des Algériens, mais je crains que ce ne soit plus difficile... La version officielle algérienne ne veut retenir que la première partie de sa vie, jusqu'en 1847, sa résistance au pouvoir colonial. Mais son évolution vers le soufisme est plus dérangeante.

Il faut donc revenir aux faits et établir des commissions qui réfléchissent à des questions pratiques. Je pense en particulier au statut des cimetières : par exemple, qui les entretient ? Pour la communauté juive d'Algérie, aussi bien que pour la communauté catholique, c'est une question importante. Comment faire en sorte que les États s'investissent ? Faire le deuil d'une terre perdue, c'est aussi faire le deuil des morts qui sont restés sur place et dont il faut honorer la mémoire. Malheureusement, parmi les articles qui ont traité de mon rapport, peu ont parlé de cette question.

■ **T. Kh.** : Le rapport n'a pas pour objet d'écrire l'histoire contemporaine de l'Algérie, mais de dresser l'état des lieux des questions mémorielles litigieuses. L'approche des petits pas symboliques, privilégiée

ici, peut être plus efficace qu'une opposition radicale. Cette démarche progressive a plus de chances d'avoir des effets positifs à long terme.

Je reviens sur le point qui me paraît fondamental, celui de l'enseignement. Gilbert Meynier, dans l'opuscule que nous avons coécrit en 2013³, avait proposé un projet d'un manuel d'histoire commun, inspiré du livre d'Aimé Bonnefin et Max Marchand, *Histoire de France et d'Algérie* (Hachette, 1950), qui retraçait l'histoire algérienne en parallèle avec l'histoire de France.

Par exemple, une page présente Jugurtha (vers 160-104 av. J.-C.), une autre Vercingétorix. Il s'était inspiré du modèle du manuel scolaire franco-allemand ainsi que d'un autre livre préfacé par Pierre Vidal-Naquet, retraçant l'histoire des relations judéo-palestiniennes. L'Histoire est une affaire d'historiens et non de politiques, une œuvre qui exige du temps. Mais la connaissance de l'histoire commune permettra de rapprocher les enfants des deux pays. En Algérie, l'histoire enseignée est trop fortement idéologisée. Il est difficile de dépassionner les débats pour atteindre la sérénité nécessaire à la discussion, et les blocages se situent au niveau politique.

La notion d'héritage colonial est-elle pertinente pour aborder les problèmes des banlieues et de terrorisme islamiste en France ?

■ **T. Kh.** : Les problèmes des banlieues sont complexes, ils sont liés en partie à la politique de l'urbanisme, à la ghettoïsation des populations originaires d'Afrique du Nord, en particulier d'Algérie, arrivées en France, notamment après l'autorisation du regroupement familial en 1976 qui marque le début d'une immigration familiale... bref, aux difficultés auxquelles le système d'intégration français est confronté depuis quatre décennies, alors qu'il a fait preuve par le passé de sa capacité d'intégrer de nombreux apports extérieurs (Italiens, Belges, Juifs, Portugais, Polonais, Espagnols, etc.).

Comprendre les causes de la violence islamiste pour mieux la combattre continue, depuis la décennie 1990, d'être un sujet qui préoccupe au plus haut point la société française. Pour autant, l'explication du terrorisme islamiste par le facteur historique tenant à la colonisation ne paraît pas être l'angle d'approche pertinent. Aucun jeune djihadiste ne se réfère à l'histoire coloniale de son pays d'origine et

3. T. Khalfoune et G. Meynier, *Repenser l'Algérie dans l'Histoire*, L'Harmattan, « Bibliothèque de l'IReMMO [Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient] », 2013.

aux traumatismes et injustices de la colonisation pour justifier la violence islamiste. Bien souvent, ils considèrent qu'ils mènent le djihad pour l'islam et c'est en son nom que leurs actes sont exécutés. Les jeunes d'origine algérienne engagés dans le djihad en France n'évoquent pas les méthodes extrêmes de répression et de torture systématique des parachutistes du général Jacques Massu ou les « Crevettes Bigeard » au cours de la bataille d'Alger en 1957, mais la Palestine, la Tchétchénie, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan... Ils vont rejoindre le proto-État islamiste en Syrie alors que celui-ci mène la guerre contre le Hezbollah qui est le principal défenseur militaire des Palestiniens.

L'islam au singulier est une abstraction, sa réalité est plurielle. La France n'a pas découvert un certain type d'islam aujourd'hui : arrivé en métropole dès le début du XX^e siècle avec les premiers ouvriers algériens, l'islam algérien, ou plus généralement maghrébin, est un islam soufi, confrérique. Forgé par des maîtres soufis comme Sidi Boumediène au XII^e siècle, saint patron de la ville de Tlemcen et disciple de l'un des fondateurs de l'islam soufi, Sidi Abdulkader El-Djilani au XII^e siècle, et bien d'autres maîtres soufis comme Sidi Ahmed Tidjani (fondateur de la tariqa Tijaniyya largement répandue du Maroc jusqu'en Indonésie), Sidi Abderrahmane (maître éponyme de la tariqa Rahmaniya en Algérie et Tunisie)... l'islam confrérique est réputé pour sa pratique tolérante de l'islam. Il est traditionnellement opposé aux courants littéralistes, c'est-à-dire au salafisme et au wahhabisme. Il n'a recouru à la violence que pour s'opposer à la colonisation, d'où les nombreuses insurrections au XIX^e siècle : l'émir Abdulkader, Boubaghla, Fadhma N'Soumer, Sidi Cheikh, Mokrani et Aheddad...

Seuls les soufis et les kharidjites (sécessionnistes) admettent que l'islam est une spiritualité. L'islam soufi n'a commencé à marquer le pas qu'à partir des années 1930 et 1940 parce qu'il a été, d'un côté, marginalisé par les autorités françaises qui lui ont préféré l'association des oulémas fondée en 1931 comme interlocutrice. Et, de l'autre, il a été affaibli sous les coups de boutoir de l'islam salafiste des oulémas qui ont puisé à pleines mains dans la pensée du libanais Rachid Ridha (1865-1935) qui a ossifié l'interprétation des textes islamiques et intégré le wahhabisme dans le projet de la Nahdha, soit la renaissance de l'islam. Les oulémas que l'on qualifie à tort de « réformistes » – de Djamel Eddine Al Afghani à Mohamed Abduh, en passant par Muhammad Rashid Rida, Sayyid Qutb jusqu'à Abdel-

hamid Ben Badis, etc. – ont combattu l'islam mystique, soufi et confrérique. Toute la pensée dite « réformiste » depuis le XIX^e siècle est plus politique que théologique, elle est conçue dans une opposition ouverte à l'Occident.

Pour appréhender l'islam djihadiste de plus près, il est indispensable de le saisir à partir de sa terre d'élection, c'est-à-dire le Moyen-Orient où il a écloso avant de se répandre au Maghreb, puis un peu partout dans le monde, y compris bien sûr en France qui est une cible privilégiée des islamistes. Le discours islamiste se réfère rarement à la colonisation, il évoque plutôt un système d'oppression (*taghut*) à combattre, incarné, à leurs yeux, tantôt par les États en terre d'islam et tantôt par l'Occident chrétien.

■ **B. St.** : Dans quelle mesure les jeunes des banlieues françaises issus de l'immigration algérienne sont-ils marqués par cette histoire ? Je pense qu'il y a un imaginaire, au moins dans certains secteurs, dans lequel la guerre d'Algérie est une référence. Ce n'est pas uniquement l'islam, ou la Tchétchénie, ou l'Afghanistan. L'Algérie joue aussi un rôle, parce que les Algériens, pour sortir du *statu quo* colonial, sont passés par le stade de la lutte armée. On ne peut pas ne pas prendre en compte cette dimension historique. Si l'on se dégage du *statu quo* par la lutte armée, cela ne signifie pas que la lutte armée devienne nécessairement le moteur central évacuant le politique. Or, il s'est passé la chose suivante : la lutte armée est devenue le primat absolu au détriment du politique. On est tombé dans une valorisation extrême de la lutte associée à une dimension populiste : un seul héros, le peuple ! On écarte toutes les personnes qui ont dirigé le mouvement. Or, la valorisation d'une culture de guerre s'est diffusée au-delà de l'Algérie. Elle s'est installée dans la jeunesse issue de l'émigration. Et cette installation a été favorisée par la méconnaissance de l'histoire algérienne par cette jeunesse, en particulier des grandes figures de l'indépendance que nous avons déjà mentionnées, Krim Belkacem (1922-1970), Mohamed Boudiaf (1019-1992), Hocine Aït Ahmed (1926-2015), etc. C'étaient des hommes politiques et non des islamistes. À l'occasion de l'élaboration de mon dictionnaire, paru en 1985⁴, j'ai pu rencontrer personnellement tous ces acteurs ou leurs enfants. Ce n'était pas des islamistes, même si l'islam jouait un rôle significatif, qu'il ne faudrait

4. B. Stora, *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens*, L'Harmattan, 1985.

pas sous-estimer, dans la constitution de leur identité. Le drame est que la transmission du facteur politique ne s'est pas opérée dans les imaginaires. Ce qui a été transmis, ce fut l'élimination de tout débat et de toute divergence politique. Un exemple intéressant est le film qui avait été tourné sur la figure de Larbi Ben M'hidi (1923-1957). Il ne montrait que les débats politiques de l'époque : que fallait-il faire ? On n'y voyait que des gens qui parlaient politique... Le régime était mécontent de ce film, qui n'est jamais sorti dans les salles.

Malheureusement, il faut sortir de la culture de guerre, pas seulement en Algérie, car la place qu'occupe en France la diaspora algérienne est considérable. Toutefois, ce n'est pas l'unique facteur. De nombreux facteurs expliquent le mal vivre de la jeunesse et la violence latente : le facteur social, le malaise de vivre dans une mondialisation existentielle, la question du chômage, etc. Cela ne peut pas être réduit à une cause unique. À l'inverse, il ne faudrait pas non plus négliger cette culture de guerre, d'autant plus qu'elle a été instrumentalisée par les islamistes qui interprètent la guerre d'Algérie comme la lutte qui visait à abattre un État « impie ». Il s'agit encore une fois d'une démarche populiste, qui évacue toute dimension politique.

Mon insistance porte sur l'élimination du facteur politique dans les lectures de l'Histoire. On oublie en particulier que plusieurs grands personnages de l'indépendance vivaient avec des Françaises. Ils vivaient dans une ambiance culturelle qui n'était pas opposée à la culture française républicaine. En outre, ils étaient férus d'histoire française. Cela ne leur semblait pas incompatible avec leurs convictions religieuses. Il suffit de lire leurs mémoires. Leur interrogation centrale portait sur le constat que, dans leur pays, la pensée des Lumières n'avait pas engendré l'égalité politique. C'était pour eux un mystère. Pourquoi un pays qui a produit une telle tradition républicaine, respectant la liberté religieuse, n'appliquait pas ses propres principes sur une partie de son territoire ? Pour sortir de cette contradiction historique, la seule solution leur paraissait de réclamer une nation en propre. Il s'agissait de poursuivre l'Histoire. Malheureusement, la France, même la gauche qui a envoyé le contingent et voté les pouvoirs spéciaux, a refusé le dialogue au profit de la violence. On a été jusqu'à instaurer le principe des « zones interdites », de grands territoires où l'armée avait le droit de tirer sans sommation sur quiconque pouvait s'y trouver. Il faut porter à l'honneur d'une bonne part de l'*intelligentsia* française, avec des personnes très diverses comme

Simone de Beauvoir ou Gisèle Halimi, mais aussi des catholiques, dont Pierre-Henri Simon, André Mandouze, François Mauriac et d'autres (sans oublier Paul Ricœur), d'avoir refusé ce principe. Des revues se sont engagées, comme *Esprit* ou *Témoignage chrétien*. Tous soulignaient la contradiction entre les proclamations républicaines et l'instauration de ces zones interdites. Dans mon rapport, j'ai proposé que se tienne un colloque international autour de ces grandes figures de refus. Malheureusement, une pétition a été lancée pour s'opposer à cette idée... Certains vont même jusqu'à qualifier encore ces personnes de « traîtres à la nation française » ! Alors que ce sont des figures qui ont sauvé son honneur, grâce auxquelles on peut s'adresser aujourd'hui à la jeunesse algérienne.

Propos recueillis par François EUVÉ et Nathalie SARTHOU-LAJUS.

Publié dans *Études*, n° 4285, en septembre 2021, pp. XX-XX.



Retrouvez le dossier « **Mondialisation culturelle** »
sur www.revue-etudes.com